

ARRETE MUNICIPAL N° 2024-54-T

**CIRCULATION ALTERNEE ROUTE DE LACAPELLE ET CHEMIN D'EN SEVERAC
DU 23 OCTOBRE 2024 AU 22 JANVIER 2025**

Le Maire de DAMIATTE (Tarn),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L2213.4,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I, huitième partie « signalisation temporaire » approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu la demande présentée le 9 octobre 2024 par Monsieur Med ABDELHALIM, représentant l'entreprise EOS TELECOM domiciliée 103 boulevard Mac Donald à PARIS (75019), pour le l'entreprise bénéficiaire XPFIBRE domiciliée 124 boulevard de Verdun à COURBEVOIE (92400),

Considérant qu'en raison des travaux d'implantation de poteaux télécom prévus route de Lacapelle et chemin d'en Séverac, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie à l'aide d'un alternat par feux tricolores sur cette voie,

ARRETE

Article 1 : Du 23 octobre 2024 au 22 janvier 2025, la circulation sur la route de Lacapelle et chemin d'en Séverac sera réduite à une voie et régulée avec alternat par feux tricolores pour permettre le bon déroulement des travaux d'implantation de poteaux télécom.

Article 2 : La vitesse de tous les véhicules circulant sur la VC sera limitée à 50 km/h. Cette limitation de vitesse sera mentionnée par des panneaux.

Article 3 : Les dépassements sur l'emprise du déménagement sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation.

Article 4 : Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 100 m, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

Article 5 : La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La mise en place et la maintenance de la signalisation sont à la charge et sous la responsabilité des entreprises EOS TELECOM et XPFIBRE.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Damiatte.

Article 8 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Article 9 : Madame le Maire de DAMIATTE et Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de gendarmerie de VIELMUR SUR AGOUT sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de gendarmerie de Vielmur St Paul,
- au Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- au Président de la Communauté de Communes Lautrécois Pays d'Agout,
- à Monsieur Med ABDELHALIM, représentant l'entreprise EOS TELECOM.

Fait à DAMIATTE, le 11 octobre 2024

Evelyne FADDI
Maire



Certifié exécutoire :

par affichage le : 14.10.24

par notification le : 14.10.24